

La Paz, fin novembre.

Les commentaires de la presse internationale sur les événements des dernières semaines en Bolivie ont mis en vedette des aspects multiples et contradictoires. On parla de victoire des gorilles, de tendances nasseriennes dans l'armée, de conflits entre les mineurs, les étudiants et les milices paysannes, de défaites subies par les mineurs, etc. La presse bolivienne parle pour sa part, de « *revolucion restauradora* » et il y a toute une floraison de journaux, résolutions, de communiqués, de prises de positions. Il est incontestable que la Bolivie jouit d'une période de « *libertés démocratiques* » qui a très peu de précédents dans son histoire et on peut

Les masses entrent en lutte

L'usure du MNR, dirigé par Victor Paz Estenssoro, était apparente depuis un certain nombre d'années. Pendant cette dernière année elle avait atteint un degré extrême avec les événements de décembre et avec la scission de Lechin et la fondation du PRIN (Partido Revolucionario de Izquierda Nacionalista). Rappelons qu'auparavant le MNR avait subi sur sa droite la scission dirigée par Guevara Arze. Les élections du 31 mai dernier furent une véritable escroquerie et Paz fut élu pour la troisième fois contre l'opposition ouverte des mineurs et de la petite-bourgeoisie urbaine et face à l'indifférence des paysans.

Ses jours étaient comptés. Paz n'avait plus aucun soutien populaire. Il était devenu le symbole de l'acceptation ouverte de l'emprise de l'impérialisme américain sur le pays. Même les paysans, auxquels le régime du MNR avait donné — partiellement — la terre, ne pouvaient oublier le caractère très limité de la réforme agraire et le fait que leur niveau de vie n'avait connu aucune amélioration effective. Paz s'appuyait exclusivement sur l'ambassade américaine et sur un appareil de répression, dont les événements ont montré l'incroyable envergure et le caractère impitoyable et barbare. Les conditions économiques du pays, empiraient constamment et l'impossibilité pour le régime de faire des concessions, ne fut-ce qu'à certains secteurs de la population, rendait la vague de fond inévitable.

A partir du mois de septembre, ce mouvement a pris une expression concrète. Depuis lors, on peut parler d'une nouvelle montée du mouvement des masses en Bolivie. Il est significatif que la petite-bourgeoisie urbaine fut la première à se mobiliser.

L'armée prend les devants

Il est évident qu'à l'origine de toutes ces manifestations il y avait bien plus que les motifs occasionnels mentionnés. En effet tout le mouvement avait une signification politique très claire d'opposition de plus en plus violente au régime de Paz qui était désormais attaqué non seulement par la gauche, mais aussi par le centre-droit et la droite.

Les manifestations des étudiants de Oruro entraînent l'intervention des mineurs. Ces manifestations se soldèrent par des morts et des blessés. La répression se poursuit même pendant les funérailles des victimes.

L'armée décida d'intervenir contre S. Jose, centre minier dans la banlieue d'Oruro. Grâce à un rapport de force favorable, elle eut facilement le dessus. Mais entre temps entraient en lutte les centres miniers décisifs de Siglo Veinte, Catavi et Huanuni. Les forces des mineurs affrontaient un contingent de l'armée près du petit village de Sora-Sora, provoquant sa fuite et sa dislocation, capturant des armes et même quelques prisonniers.

aisément constater le soulagement de tous ceux qui peuvent rentrer librement chez eux sans crainte d'y trouver des policiers, qui ne se sentent plus filés, qui n'hésitent plus à exprimer en public leurs opinions.

Il serait toutefois tout à fait erroné de s'en tenir aux phénomènes apparents et de se tirer d'affaire par des analogies avec d'autres situations de pays latino-américains dans le passé (malgré l'existence de certaines analogies). En réalité le processus en cours est spécifique et nouveau pour la Bolivie elle-même.

Il est nécessaire, avant tout, de rappeler les faits essentiels (d'autant plus que la grande presse internationale les a rapportés sous une forme très partielle et déformée).

La première lutte d'envergure fut la grève des instituteurs qui dura à peu près un mois (les instituteurs demandaient une augmentation de leur traitement qui correspond, en gros, à 40 dollars par mois). Le gouvernement prenait des mesures draconniennes en proclamant l'état de siège (la grève était accompagnée par des manifestations fréquentes dans les rues de La Paz et de conflits sérieux avec la police). Une partie de la direction nationale des syndicats dirigée par le MNR, décidait alors de capituler et de signer un accord absolument négatif. Dans plusieurs villes cependant la grève continuait.

Presqu'aussitôt après entraient en lutte les étudiants des écoles secondaires qui protestaient contre une augmentation du prix de leur carnet de notes. Encore une fois les rues de la capitale furent le théâtre de manifestations et de luttes contre les forces de répression. En même temps le gouvernement — qui avait déjà engagé des actions bien connues contre des dirigeants de l'opposition, les obligeant à se réfugier à l'étranger ou à passer dans la clandestinité — prenait une autre mesure grave en établissant la censure de la presse. Cela provoquait une autre vague de protestation y compris de la part de journaux conservateurs qui décidaient une suspension temporaire de leurs publications. A l'Université, commençaient les manifestations qui devaient s'étendre aux principales villes du pays et culminer avec l'érection des barricades au centre universitaire de La Paz par les étudiants et certains secteurs ouvriers d'avant-garde et la brutale répression déclenchée par les forces conjuguées de la police, de la milice spéciale du MNR et de contingents de l'armée.

Ensuite, les mineurs décidèrent de rentrer chez eux sans que l'armée ose organiser une contre-offensive.

L'événement symptomatique de Sora-Sora et la détérioration progressive de la situation à La Paz furent sans doute les facteurs décisifs qui pesèrent sur l'attitude des militaires et en premier lieu de Ovando — chef de l'Etat-major — et de Barrientos, chef de l'aviation et vice-président de la République. D'après des renseignements confidentiels, quelques jours auparavant s'était tenue une réunion avec la participation des représentants de l'armée, d'un représentant de l'Ambassade américaine et de Paz Estenssoro lui-même : la conclusion en avait été que Paz devait s'en aller et le candidat à la succession paraissait être Guevara Arze. Toutefois les événements ne permirent pas une opération à froid et ce fut sous la pression d'une situation qui se précipitait que Barrientos passait à la rébellion ouverte à Cochabamba et que peu après, l'armée décidait de renverser Paz et nommait une junte militaire.

A La Paz la foule se déversait dans

les rues et marchait vers le palais, avec Lechin qui avait fait sa réapparition. Des coups de feu étaient tirés contre la foule, dans la crainte que Lechin soit installé au palais comme nouveau président. Au retour de Barrientos de Cochabamba, on annonça

la désignation de deux présidents, Ovando et Barrientos. Mais la foule manifesta son hostilité contre Ovando considéré comme homme de confiance du MNR, et après deux heures d'entretien, Barrientos annonça la renonciation de son collègue.

Une ère démocratique provisoire

Ainsi s'ouvrait le règne de la Junte présidée par Barrientos, qui utilise dans une très large mesure le vieux personnel du MNR et nommait ambassadeurs à New York et à Paris des hommes du temps de la « *rosca* ». Cependant, la situation ne cesse d'être fluide et la Junte pratique une politique de bascule. Le président Barrientos ne cesse de faire le tour du pays et de prononcer des discours interminables. Il écoute tout le monde, s'efforce de donner des garanties dans toutes les directions (en promettant surtout des élections « *honnêtes* » à une échéance relativement proche) et fait des ouvertures y compris vers les mineurs. Verbalement il se déclare disposé à examiner la possibilité de rétablir le contrôle ouvrier avec droit de veto — que Paz avait annulé — et l'un de ses ministres est allé jusqu'à se prononcer carrément pour cette restauration.

En réalité, la Junte n'a pas encore une ligne bien déterminée. Comme nous venons de le dire, la situation reste fluide, et le nouveau gouvernement ne dispose pas d'une base importante, en dehors de l'armée, qui n'est pas, elle-même, tout à fait sûre (il ne faut pas oublier que, à un contingent près, l'armée bolivienne n'est pas mercenaire et que ses soldats sont en grande majorité fils de paysans et d'ouvriers). Barrientos et les siens doivent œuvrer dans un contexte caractérisé par le fait que tous les

courants anti-MNR ont développé une action convergente, qui a trouvé son symbole dans la création du Comité révolutionnaire du Peuple où se rencontrent toutes les formations politiques de l'extrême-droite jusqu'au PRIN de Lechin, avec la seule exclusion du POR trotskyste et du parti communiste.

Actuellement, toutes les classes et toutes les couches sociales profitent de la « *démocratie* » pour affirmer leurs exigences respectives, pour avancer leurs revendications ; et il va de soi que les revenants de l'ancien régime, de la « *rosca* », ne veulent pas les mêmes choses que les mineurs, la petite bourgeoisie radicalisée ou les paysans. Le panorama est complexe ; toutes les tendances et les courants politiques se cristallisent et s'expriment. On assiste même à la réapparition de vieux partis réactionnaires « *rosqueros* », comme le parti libéral et le PURS (Partido Unido Republicano Socialista) ; des partis élèvent leurs voix qui prétendent être nouveaux, des rassemblements qui n'existaient pas dans le passé se dessinent. Barrientos ne peut que louvoyer et insister, avant tout, sur la garantie d'élections « *démocratiques* ».

Il est évident que déjà se préparent et s'esquissent des manœuvres multiples, dont il est difficile de prévoir si elles se concrétiseront ou non, mais dont on peut juger la consistance actuelle.

Les forces en présence

L'une de ces tentatives c'est l'affaire des partis de droite et centre-droite, qui parlent de se rassembler sous l'enseigne démocratique chrétienne. On prétend présenter la démocratie chrétienne comme une expérience nouvelle, révolutionnaire, à la mode chilienne, en oubliant avec désinvolture le contexte bolivien. Pour sa part l'ancien président Siles Suazo — exilé en septembre par Paz Estenssoro — s'efforce de réorganiser un MNR libéré de Paz et de son groupe. Il prône la réunification des forces qui avaient quitté le MNR à cause de la politique de l'ancienne direction, notamment avec le PRA (Partido Revolucionario Auténtico) de Guevara Arze et le PRIN de Lechin.

Quant aux militaires, leur inexpérience politique est flagrante : et il est d'autre part probable qu'il existe des tendances différentes parmi eux. Si les réactionnaires prévalent sans aucun doute, on ne saurait contester certaines aspirations « *nasseriennes* ». Barrientos pourrait être tenté de jouer un rôle bonapartiste et de s'assurer par cette voie un avenir politique. Au fond, tous ses discours et ses visites impliquent de sa part une perspective de cette nature.

En général tout le monde s'efforce de gagner du temps et en dernière analyse la Junte se maintient car personne ne lutte effectivement contre elle, pas même ceux qui font les réserves les plus expresses. Le PRIN a une position très équivoque d'attente envers la Junte et pratique la collaboration avec des courants droitiers au sein du « *Comité révolutionnaire* ». Jusqu'ici Lechin est loin de repousser les avances de Siles pour une nouvelle édition du MNR. Le PC est maintenant divisé en deux tronçons : la droite, dirigée par Kolli carrément pro-soviétique, attend de la Junte des élections « *démocratiques* » ; certains leaders de la gauche, dont le dirigeant de Siglo XX, Escobar, ont invité Bar-

rientos à visiter les centres miniers.

Les mineurs sont sortis des dernières batailles avec la conviction d'avoir fourni une contribution essentielle à la chute du MNR : ils sont plus décidés, plus conscients et *plus armés* que jamais. Ils sont retranchés dans leurs citadelles, où le pouvoir central n'existe pas, où la seule autorité — elle-même parfois contestée — est celle des syndicats. Signo Veinte et Catavi se considèrent à juste titre « *territoire libre* ». Les organisations de gauche — PRIN, PC et POR — dominent de loin ; Guevara Arze maintient quelques positions, notamment à Huanuni ; la Phalange et les chrétiens sont très faibles. Dans quelques secteurs moins politisés on attend de voir si la Junte organisera effectivement des élections et certains s'interrogent si Barrientos ne pourrait prendre le chemin du colonel Busch et de Villaroel.

La petite bourgeoisie urbaine est en pleine fermentation et lutte avec beaucoup d'énergie. Il n'y a pas de doute, toutefois, que la majorité des étudiants suit la Phalange, ce qui implique évidemment des dangers très graves étant donné la nature carrément réactionnaire de la direction de ce parti. Mais dans la petite bourgeoisie l'appui à la Phalange a un caractère *grosso modo*, « *péroniste* » : et les étudiants, notamment, aspirent à une émancipation de la tutelle de l'impérialisme et aux libertés démocratiques.

La bourgeoisie ne représente pas une force sociale et politique considérable : elle se nourrit d'espérance dans la Junte et pourra appuyer toute solution de rechange éventuelle qui donnerait une certaine garantie de réussite. Les « *terraténientes* », en bonne partie déposés de leurs terres sont plus dynamiques et agressifs. Ils appuient surtout la Phalange et ils espèrent que l'heure de leur revanche